

Gouvernement du Québec
**Ministère des
Affaires municipales**

MODÈLE 2

MODÈLE DE RÉSOLUTION
CAUTIONNEMENT EMPRUNT À MOYEN OU LONG TERME

Considérant que la Corporation (inscrire ici le nom de la corporation mentionné dans les lettres patentes) veut obtenir un prêt d'une institution financière au montant de _____ \$ remboursable sur une période de _____.

Considérant que l'institution financière (inscrire le nom de l'institution financière) exige que la Municipalité se rende caution de cette obligation.

En conséquence, il est proposé par le conseiller M. _____, appuyé par le conseiller M. _____ et résolu que la Municipalité de _____ se porte caution en faveur de la Corporation _____ d'un montant de _____ \$ selon les termes et conditions mentionnés dans le projet de convention de cautionnement joint en annexe.

Il est également résolu que la Municipalité demande au ministre des Affaires municipales de se rendre caution de cette obligation.

RÉNOVE: le programme continue sur sa lancée

Le programme RÉNOVE, mis sur pied en septembre dernier par le gouvernement du Québec, se poursuivra au printemps jusqu'à l'épuisement de l'enveloppe de 50 millions de dollars affectée à ce programme.

En vertu de ce programme, le gouvernement du Québec offre, aux propriétaires-occupants qui désirent investir au moins 5 000 \$ dans la rénovation d'une résidence construite avant 1981 (maison unifamiliale, logement en copropriété ou immeuble locatif de 5 logements ou moins), le paiement des intérêts pendant 3 ans sur un prêt de 4 500 \$ contracté auprès d'une institution financière participante.

Il convient également de souligner que les propriétaires admissibles au programme disposent d'un délai de 6 mois pour réaliser les travaux, ceux-ci doivent être exécutés par un entrepreneur possédant une licence appropriée de la Régie du bâtiment et être couverts par un plan de garantie reconnu.

La rénovation en milieu urbain: une priorité

Un autre programme de rénovation résidentielle, REVITALISATION DES VIEUX QUARTIERS, permet de soutenir les

villes-centres dans leur volonté de raviver la fonction résidentielle des quartiers les plus anciens. Les conditions d'admissibilité à ce programme sont établies par chacune des municipalités selon ses besoins et ses priorités.

Les six grandes villes-centres, Montréal, Québec, Sherbrooke, Hull, Chicoutimi et Trois-Rivières, ont accepté de s'associer au gouvernement du Québec pour mettre en œuvre le programme sur leur territoire. Une enveloppe de 30 millions sur le budget global de 50 millions leur a été réservée. Le solde de 20 millions sera bientôt réparti entre 35 autres municipalités qui se verront confirmer leur budget au début du mois de mars.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires concernant l'un ou l'autre de ces programmes, il faut communiquer avec la Société d'habitation du Québec aux numéros suivants: (418) 643-7676 à Québec ou au 1 800 463-4315 de partout ailleurs au Québec.

SOURCE Société d'habitation du Québec

PRIX DE LA FAMILLE 1996

Reconnaissance des municipalités

Pour une quinzième année consécutive, la Fédération des unions de familles, en collaboration avec le Mouvement des caisses Desjardins, remettra ses Prix de la famille dans la catégorie «Municipalités» (moins de 10 000 habitants et plus de 10 000 habitants). Ces prix visent à souligner les réalisations qui contribuent à améliorer la qualité de vie des familles.

En plus d'une reconnaissance publique de leur geste, les municipalités lauréates reçoivent une oeuvre d'art. Le jury, composé de neuf personnes venant de divers milieux, attribuera les Prix de la famille 1996 pour:

- des initiatives comportant des applications qui peuvent être imitées par d'autres municipalités;
- des expériences témoignant d'un esprit de solidarité;
- des actions démontrant une certaine permanence et prometteuses d'avenir.

Parmi les réalisations admissibles aux prix, citons: la création de maisons de la famille, des services d'aide aux parents, des horaires d'activités municipales adaptés aux besoins des familles, des services de garde en milieu de travail et des congés parentaux.

L'an dernier, la Ville de Saint-Jean-Port-Joli a remporté le Prix «reconnaissance aux municipalités de moins de

10 000 habitants» pour sa solidarité exceptionnelle dans la réalisation d'un parc municipal qui accueille toutes les générations. Le Prix «reconnaissance aux municipalités de plus de 10 000 habitants» a été attribué à la Ville de Québec pour son programme d'activités pour les enfants et les parents lors de la semaine de la relâche scolaire.

Le formulaire de mise en candidature des Prix de la famille 1996 est disponible à la Fédération des unions de familles et la date limite pour soumettre une candidature est le 25 mars 1996. Pour obtenir plus d'information, composer le (514) 288-5712.

SOURCE Fédération des unions de familles.

POUR RENSEIGNEMENTS ET COMMENTAIRES

| | |
|--|---|
| Ministère des Affaires municipales Direction des communications | Arlette Fortin 20, rue Chauveau, 4 ^e étage, Tour Québec (Québec) G1R 4J3 (418) 691-2019 |
|--|---|